

La Genève internationale mérite mieux que des coupes budgétaires

À L'AIR LIBRE

A Berne, compte tenu parfois de la folie dépensière des autorités genevoises, et de quelque *Genferei* retentissante, il n'est pas toujours facile de défendre, de manière crédible, des dépenses fédérales sur sol genevois, même quand elles sont indispensables. A plus forte raison quand les caisses fédérales ne débordent plus et qu'un effort collectif s'impose.

Bien que les comptes 2024 de la Confédération s'annoncent moins déficitaires que ne le prévoyait le budget, c'est à raison que le Conseil fédéral s'attelle à mettre en place un train de mesures permettant de trouver un juste équilibre financier pour les prochaines années.

Les médias, reprenant ainsi une rhétorique bien rodée d'une partie de la classe politique, semblent trop souvent résumer l'actuel débat à une opposition entre les nécessaires dépenses liées à notre sécurité et la remise en cause d'un engagement fort de notre pays en matière d'aide publique au développement, notion qui englobe l'aide humanitaire apportée par la Suisse.

Deux nouveaux conflits armés nous ont aussi obligés à nous interroger, voire à remettre en question, nos priorités financières. Depuis les années 1990, sans que les menaces de tous ordres aient réellement diminué, les dépenses militaires ont été réduites de plus de moitié en proportion des dépenses fédérales. La part du produit intérieur brut (PIB) consacré à notre défense est passée de 1,35% à 0,74%.

A l'inverse, en 2023, l'aide publique au développement de la Suisse a atteint le niveau le plus élevé de notre histoire; plus de 4 milliards et demi ont été dépensés à ce titre. Cette dépense est même en augmentation de plusieurs centaines de millions par rapport à l'année précédente.

Ces quelques chiffres ne doivent évidemment pas éluder la question de la pertinence des différentes politiques publiques



CYRIL AELLEN
CONSEILLER NATIONAL (PLR/GE)

La Genève internationale n'est pas qu'une simple tradition ou un vague concept au service de la paix

à mener, mais ils permettent de contextualiser le débat et de mettre en évidence les priorités de ces dernières décennies. Il convient d'assumer ces dernières sans rougir, mais aussi de les examiner avec sérénité pour corriger les éventuels managements que nous avons eus, notamment en matière de sécurité intérieure.

Je suis pour ma part convaincu qu'opposer les dépenses en faveur de notre sécurité à notre engagement humanitaire est une erreur. L'un ne va pas sans l'autre et nos choix financiers devront tenir compte d'un seul et même objectif: notre contribution à la recherche d'une paix durable.

A ce titre, le rôle de Genève est capital pour la Suisse et doit rester une priorité dans le dispositif fédéral de politique étrangère au service de la paix. L'engagement de la Confédération et le soutien politique des autorités fédérales, parlementaires et gouvernementales, sont indispensables.

La Genève internationale n'est pas qu'une simple tradition ou un vague concept au service de la paix, elle est une réalité actuelle qui s'inscrit dans une politique fortement soutenue, non seulement par les autorités fédérales mais aussi par les autorités locales et de nombreux acteurs académiques publics et privés.

Au service de la Confédération, Genève a un dispositif d'accueil solide et généreux, ainsi qu'une grande expérience pour recevoir autorités ou délégations étrangères. L'écosystème genevois en la matière est unique: il comprend la plus grande concentration au monde d'acteurs de la coopération mondiale, cela dans des domaines variés et complémentaires tels que la santé, l'économie, l'humanitaire, la sécurité ou l'environnement.

En bonne partie grâce à un financement fédéral, Genève dispose d'un niveau de sécurité élevé en comparaison internationale. La neutralité suisse est naturellement très propice à un accueil universel, aux bons offices et à l'acceptabilité des organisations basées à Genève. La place genevoise est un des meilleurs atouts de la Confédération.

Dans ce contexte, les incertitudes sur les moyens financiers alloués par la Confédération, à court et moyen terme, ne péjorent pas seulement Genève. Ainsi et par exemple, la suppression du soutien à la sécurité diplomatique qui, pourtant, assume des tâches de sécurité essentielles, la réduction de contributions à la Fondation des immeubles pour les organisations internationales ou la réduction de contributions volontaires aux organisations internationales seraient une atteinte évidente à l'entier de la politique étrangère de notre pays.

Soyons prudents et ne sacrifions pas des années d'engagement en faveur de la paix sur la seule base de considérations financières. ■

Responsabilité sociale et élections

CHRONIQUE



CHARLES WYPLOSZ
ÉCONOMISTE, CHRONIQUEUR

Il est plutôt à la mode de demander aux entreprises de reconnaître qu'elles ont une responsabilité sociale. Dans certains pays, il se prépare même des lois pour exiger que les entreprises se préoccupent là où elles opèrent des droits humains, d'éthique, bien sûr des questions environnementales et, plus généralement, du bien-être de la société. Fini le profit comme (seul) objectif! C'est un vrai débat entre ceux qui pensent que les entreprises doivent se concentrer sur leur raison d'être, produire au mieux et au moindre coût, et ceux qui considèrent qu'elles doivent admettre qu'elles ont un impact plus large et en tenir compte. Le débat n'est pas près d'être tranché, car il soulève des questions très complexes concernant le rôle de chaque acteur dans la société, un sujet clivant qui implique des opinions profondément idéologiques.

Une sous-catégorie de ce débat, cependant, devrait être plus simple à aborder. Les dernières élections américaines ont montré ce qui se produit lorsque les entreprises se préoccupent trop de ce qui se passe dans la société. On a vu Elon Musk, le patron de Tesla et de SpaceX, participer aux réunions électorales de Donald Trump et Jeff Bezos, le patron d'Amazon, empêcher le *Washington Post*, qu'il possède, d'annoncer son soutien à Kamala Harris. On a aussi vu des entrepreneurs individuels, des stars de la chanson et du cinéma comme Taylor Swift, et des sportifs très populaires participer à la campagne de Kamala Harris. Chacun des deux candidats a dépensé des centaines de millions de dollars, dont une partie provient de petits dons collectés auprès de millions de simples citoyens, mais ce sont les riches patrons et les non moins fortunés héritiers d'anciens patrons qui jouent un rôle primordial.

Mais si les entreprises et les riches citoyens pèsent sur les élections, ils influencent aussi les choix politiques entre les élections. On appelle ça le lobbying ou la défense des intérêts privés. Dans beaucoup de pays, ces interventions doivent être rendues publiques d'une manière ou d'une autre, par exemple en exigeant que les lobbyistes soient dûment enregistrés. Mais ceci ne les empêche pas de faire le travail, ni les dirigeants d'entreprises d'entretenir des relations personnelles avec les responsables politiques à tous les niveaux. Volkswagen et Renault contribuent à définir la politique automobile en Allemagne et en France, tout comme les syndicats patronaux en Suisse et partout ailleurs.

Bien sûr, si tout ce monde exerçait une responsabilité sociale, ces influences pourraient être plutôt bénéfiques. Mais comment distinguer les intérêts privés des entreprises de leurs responsabilités sociales? La tentation pour une entreprise de se présenter comme soucieuse du bien-être commun est irrésistible, comme de nombreux exemples l'attestent. Toutes les entreprises, ou presque, se déclarent engagées dans la lutte contre le réchauffement climatique, mais on se rend compte que, parfois, ce n'est que du *greenwashing*. Quand elles affirment qu'elles ne souhaitent que préserver les emplois de leurs personnels, peut-être ne défendent-elles que le maintien de leurs activités? Aux États-Unis, un grand nombre d'entreprises d'intelligence artificielle – un secteur traditionnellement plutôt en faveur des démocrates – ont soutenu Trump parce qu'il a promis de ne pas les réglementer sérieusement. Officiellement, il s'agit de permettre à un secteur de technologie de pointe de rester loin devant ses concurrents étrangers, y compris les Chinois qui nourrissent de noirs desseins, un imparable argument de défense nationale. Les intentions affichées occultent facilement des intérêts moins avouables.

Avant d'essayer de trancher la très difficile question de la responsabilité sociale des entreprises, il serait peut-être préférable de traiter la question des liens entre intérêts privés et publics. C'est un très vieux sujet, bien identifié, mais qui reste essentiel. Le problème, c'est que c'est plus facile d'en parler que de trouver la solution. ■

SUR NOTRE SITE

«A quoi sert la Suisse romande, Monsieur Capus?»

«Grande question, réponse simple.» A l'occasion du Forum des 100, nous avons interrogé plusieurs personnalités d'outre-Sarine et d'outre-Gothard. Retrouvez le regard de l'écrivain franco-suisse résident à Olten Alex Capus, observateur averti des questions identitaires suisses.

www.letemps.ch/opinions

Rapprochement Suisse-OTAN: il faut en débattre

OPINION

A la suite de l'agression russe contre l'Ukraine, le Conseil fédéral a proposé un rapprochement partiel avec l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Pourtant, le 13 juin 2024, une majorité du Conseil national s'y est clairement opposée (118 voix contre 69). Les partisans d'un tel rapprochement sont issus du Département de la défense, ainsi que du Parti libéral-radical (PLR), du Centre et de verts/libéraux (PVL). Ils n'envisagent pas une adhésion à l'Alliance atlantique, mais seulement un rapprochement partiel et ad hoc.

Un premier avantage provient d'une participation plus intense de la Suisse aux exercices de l'OTAN et d'une meilleure interopérabilité. Un deuxième bénéfice découle de l'achat conjoint d'armes. La Suisse ne peut en effet pas supporter seule les coûts d'une armée équipée de technologies de pointe. Un troisième intérêt à trait à la défense contre les missiles balistiques. En effet, se protéger contre ce type d'armes est coûteux et nécessite des informations de première main.

Le Conseil fédéral préconise que la coopération dans ce domaine s'effectue principalement à travers l'European Sky Shield Initiative (ESSI). Le 10 avril 2024, il a ainsi approuvé une déclaration d'adhésion au protocole d'accord lié sur les marchés publics. L'ESSI ne fait pas partie de l'OTAN, même si elle en est proche. Il faut aussi mentionner la lutte contre le terrorisme et les opérations d'influence qui pourraient être plus efficaces grâce à une meilleure coopération avec l'OTAN.

Cependant, force est de constater que les soutiens d'un rapprochement avec l'OTAN pourraient être plus convaincants. D'abord, ils devraient davantage montrer les risques de se tenir en dehors du bouclier de l'OTAN. C'est le syndrome de la



RENÉ SCHWOK
PROFESSEUR HONORAIRE EN ÉTUDES EUROPÉENNES
À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Il faut surtout éviter que la Suisse ne serve de champ de bataille involontaire

ligne Maginot. En effet, la Russie, sachant que l'Autriche et la Suisse ne font pas partie de l'OTAN, pourrait en profiter pour envoyer des missiles à travers ce couloir de pays neutres afin de prendre l'OTAN à revers. Ce qui transformerait la Suisse en un champ de bataille comme l'ont été les États du Benelux en 1940. Le raisonnement sur la ligne Maginot est le même concernant d'autres formes d'agression comme les cyberattaques.

Ensuite, les partisans d'un rapprochement avec l'OTAN pourraient davantage communiquer sur la question de l'optimisation des dépenses, et montrer combien la Suisse profiterait d'une mutualisation de ses achats d'armes et d'une diminution du protectionnisme dont bénéficierait ses producteurs nationaux.

Quant aux adversaires d'un rapprochement avec l'OTAN et à l'ESSI, ils appartiennent aux deux extrêmes de l'échiquier politique. D'un côté, la droite souverai-

niste, l'UDC principalement, ne cesse de marteler qu'un rapprochement avec l'OTAN équivaut à une adhésion et donc à la disparition de la neutralité. Rappelons qu'elle avait déjà avancé cet argument dans les années 1990, au moment de l'accession de la Suisse au Partenariat pour la paix de l'OTAN. L'histoire lui a pourtant donné tort.

Cette mouvance politique affirme également que la Suisse risque de perdre sa souveraineté en termes de défense de son propre espace aérien, sans que l'on comprenne en quoi un rapprochement ad hoc changerait la donne par rapport à la situation actuelle.

De son côté, à gauche, l'opposition à un rapprochement avec l'OTAN est également acerbe. Elle se différencie à cet égard radicalement de ses partis frères en Allemagne et dans les pays nordiques. D'abord, elle qualifie ce rapprochement d'incompatible avec la neutralité. Ensuite, elle éprouve de l'hostilité envers cette organisation parce qu'elle est dominée par les États-Unis. Enfin, elle considère que le risque d'une attaque russe terrestre contre la Suisse est inexistant. Phrase emblématique de Pierre-Alain Fridez: «Les chars russes n'envahiront pas la Suisse».

Malheureusement, ces oppositions idéologiques ferment la porte à la possibilité d'avoir une réflexion sereine. Et leur instrumentalisation, à tort et à travers, de la notion de neutralité aboutit à empêcher tout débat raisonnable. Il est pourtant plus nécessaire que jamais de s'interroger sur les moyens de mieux rentabiliser l'armée en la rendant plus efficace, mieux informée et mieux entraînée. Et il faut surtout éviter que la Suisse ne serve de champ de bataille involontaire (syndrome de la ligne Maginot). ■